

Pétition :

Fiscalité : stop à l'alibi écologique !

En 2019, une famille paiera en moyenne 360 euros de taxes environnementales prélevées par l'État avec a minima :

- 10 milliards d'euros de taxe carbone en 2019 sur vos factures d'énergie et de carburant
- 500 millions d'euros de taxe sur l'élimination des déchets sur vos factures de collecte et de traitement des déchets ménagers
- 300 millions prélevés sur le budget des agences de l'eau sur vos factures d'eau

Auquel il pourrait être ajouté 5,5 milliards de Contribution aux Charges de Services Publics de l'Electricité sur vos factures d'électricité qui abondent désormais le budget de l'Etat.

Mais cette fiscalité visant à faire évoluer les comportements n'a de sens que si le produit de ces taxes est utilisé à encourager ces bonnes pratiques dans le quotidien des français.

OR ces taxes, et donc les recettes de l'Etat, ne font qu'augmenter au nom de l'environnement, mais les moyens pour accompagner au quotidien les français et les territoires en faveur de solutions économes et vertueuses pour l'environnement, eux, ne progressent pas !

Pourtant les constats sont alarmants : le réchauffement climatique s'accélère, la précarité énergétique continue d'augmenter, les déchets résiduels continuent de s'accumuler sans solution de recyclage, et nos ressources en eau se réduisent. La France est en train de dévisser de la plupart de ses objectifs environnementaux et nous en voyons les conséquences au quotidien dans notre environnement proche (inondations, canicules, dépôts sauvages, pollution de nos cours d'eau et de nos plages...) .

Il est donc urgent que ces taxes servent enfin à financer principalement la transition écologique :

- Plus de soutiens à la rénovation énergétique, aux équipements de chauffage et aux énergies renouvelables pour m'aider à réduire ma facture énergétique
- Plus de soutiens aux solutions de transports et aux véhicules économes et propres.
- Plus de moyens pour réduire mes déchets et mieux les recycler
- Plus de moyens en faveur des économies d'eau et de la rénovation des réseaux de distribution d'eau et en faveur de la protection des rivières et des mers.

Refusons une fiscalité environnementale punitive visant simplement à lever davantage de recettes pour l'Etat !

Exigeons que les recettes des taxes environnementales servent véritablement à **financer la transition écologique** au plus près des français et de leur territoire !

L'écologie n'est pas un alibi !

La fiscalité environnementale doit financer la transition écologique dans mon quotidien et sur mon territoire.

Signez la pétition et faites-la circuler, nous avons besoin de vous !

Pétition lancée à l'initiative de plusieurs associations : AMORCE, la CLCV et l'UFC-Que Choisir. *Cette pétition sera en ligne dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre.*